
MICHEL FOUCAULT

« *La naissance des sciences humaines
va de pair avec l'instauration
de nouveaux mécanismes de pouvoir.* »

Juillet 1978

En 1978, Michel Foucault avait accepté, au cours d'un long entretien qu'il compléta par un texte, de revenir sur son itinéraire philosophique et de dissiper, éventuellement, quelques malentendus. Ces documents sont restés inédits dans Lire. Mais au lendemain de sa disparition en juin 1984, ils ont été publiés par l'*Express*.

Parmi les théoriciens qui, au confluent des sciences humaines et de l'Histoire, ont, dans les années 60-70, occupé en France le devant de la scène, devenant parfois, à leur corps défendant, des « maîtres penseurs », Michel Foucault fut sans nul doute la figure centrale. A la différence de Lacan, Barthes, Lévi-Strauss, Deleuze ou Althusser, dont l'emprise se manifesta principalement dans l'Université, de lui seul on a pu dire qu'il avait pris, par ses œuvres comme par son engagement politique, la place d'un Sartre. Il s'en défendait, refusant le rôle de l'intellectuel universel et se définissant comme un simple « marchand d'instruments ». Mais, à ce titre déjà, Michel Foucault exerça une singulière influence. *L'Histoire de la folie*, ou *Surveiller et punir*, *Les Mots et les choses* ou *La Volonté de savoir* ont été des boîtes à outils où beaucoup sont venus puiser des analyses liées surtout à la notion du pouvoir.

Pierre Boncenne. — *En 1961, vous publiez votre premier livre, Histoire de la folie à l'âge classique. Pourquoi; à l'époque, vous êtes-vous intéressé au problème de la folie?*

Michel Foucault. — Il serait difficile de donner les vraies raisons et je ne peux vous donner que des souvenirs. Je dirais

d'abord que je ne me suis jamais senti une vocation d'écrivain : je ne considère pas qu'écrire soit mon métier et je ne pense pas que tenir un porte-plume soit — pour moi, je ne parle que pour moi — une sorte d'activité absolue dépassant tout le reste. C'est donc une série de circonstances — avoir fait des études de

philosophie, avoir fait des études de psychopathologie, avoir trainé dans un hôpital psychiatrique et avoir eu la chance de n'y être ni comme malade ni comme médecin, c'est-à-dire avoir pu porter un regard un peu vide, un peu neutre et hors des codes – qui m'ont amené à prendre conscience de cette réalité extrêmement étrange qu'est l'enfermement. Ce qui m'a frappé, c'est que cette pratique de l'enfermement était vécue par les uns et par les autres comme absolument évidente. (...) Or je me suis aperçu que c'était loin d'être évident et que c'était le résultat d'une très longue histoire, résultat acquis au début du XIX^e siècle seulement.

P. B. – *Qu'un professeur de philosophie entame des recherches sur l'« histoire de la folie », c'était très étonnant ?*

M. F. – Ce n'était effectivement pas un sujet pour philosophe, par exemple pour passer une thèse de doctorat. Et il a fallu la compréhension assez exceptionnelle des professeurs que j'ai eus pour me convaincre d'en faire une thèse. Mais laissons ces côtés universitaires, car votre question va, bien entendu, plus loin. Ce type de sujet n'était certes pas bien reçu dans l'Université, mais surtout pas – et c'est cela qui est étonnant et continue encore à me faire problème – dans les milieux qui auraient dû être sensibles à ce genre de question. Disons, pour aller vite, les « intellectuels de gauche » (étant entendu qu'« intellectuel » et « intellectuel de gauche », c'est presque la même chose : la domination de l'intellectuel de gauche sur le monde intellectuel était déjà écrasante à cette époque). Eh bien, dans ces milieux-là, ma recherche sur l'histoire de la folie n'a suscité littéralement aucun intérêt. Il n'y a eu que des gens venant de la littérature, comme Blanchot ou Barthes, pour s'intéresser à ce genre de texte. Mais, en dehors d'eux, aucune revue intellectuelle et politique digne de ce nom n'aurait accepté de parler d'un livre pareil sur un sujet pareil : « Les Temps modernes » ou « Esprit », vous pensez bien, n'allaient pas s'occuper de cela...

P. B. – *Pourquoi ?*

M. F. – Je pense que c'était lié au fait que la discussion théorique et politique était entièrement surplombée par le problème du marxisme entendu comme théorie générale de la société, de l'Histoire, de la révolution, etc. Faire apparaître dans le champ politique ce genre-là de problèmes, c'était donc une sorte d'indépendance par rapport à la hiérarchie acquise des valeurs spéculatives. Et c'était aussi – mais là je ne m'en suis pas du tout rendu compte – lever un lièvre que, pour un tas de raisons, les partis communistes et, à leur traîne, les intellectuels de gauche ne voulaient pas lever.

P. B. – *Parce qu'en arrière-fond de l'Histoire de la folie se posait le problème des pays de l'Est.*

M. F. – Bien sûr. J'ai fini la rédaction de ce livre en Pologne et je ne pouvais pas ne pas penser, au moment où je l'écrivais, à ce que je voyais autour de moi. Cependant si, par une espèce de rapport analogique et non généalogique, je saisisais une parenté, une ressemblance, je ne voyais pas exactement comment fonctionnait le mécanisme général d'enfermement et de disciplinarisation de la société. En d'autres termes, je ne voyais pas comment mes recherches dans l'Histoire et ce que je pressentais autour de moi pouvaient être intégrés dans une analyse globale allant de la formation des sociétés capitalistes en Europe au XVII^e siècle jusqu'aux sociétés socialistes du XX^e siècle. En revanche, certains le savaient ! Et je n'ai su qu'ils le savaient que bien plus tard. Bien avant moi, au lendemain de la Libération, les psychiatres français s'étaient beaucoup préoccupé du fonctionnement des asiles pour essayer de voir dans quelle mesure on pouvait en transformer très profondément le sens. Et puis, disons, à partir des années 1950, cette réflexion a été bloquée pour un certain nombre de raisons. L'une de ces raisons c'était que, parmi ces psychiatres, les marxistes ont substitué à la réflexion sur la pratique même de l'internement psychiatrique, la réflexion théorique sur l'utilisation du matérialisme dialectique pour l'explication et la guérison des maladies mentales. Et ils se sont précipi-

tés sur Pavlov en essayant, les malheureux, de bâtir une psychiatrie basée sur ses hypothèses et ses travaux. Du coup, la réflexion sur leur pratique quotidienne a reculé, est rentrée dans l'ombre ou ne s'est plus manifestée que sous formes de revendications syndicales et catégorielles. Pourtant, certains de ces psychiatres ont été en U.R.S.S., ne serait-ce que pour voir ce qu'était cette fameuse psychiatrie inspirée de Pavlov, la psychiatrie dite « réflexologique ». Et ils y ont vu des choses! Le plus communisme de tous les psychiatres français est allé à Moscou dans les années 50, il a vu comment on y traitait les « malades mentaux ». Or, quand il est revenu, il n'a rien dit! Rien! Non pas par lâcheté, mais, je crois, par horreur. Il a refusé d'en parler, et il est mort quelques années après sans avoir ouvert la bouche sur ce qu'il avait vu, tellement il en avait été traumatisé... Je suis donc convaincu que soulever le problème de la pratique réelle de l'internement, de ce qu'était cette pratique psychiatrique qui, depuis le XVII^e siècle jusqu'à nos jours, avait envahi l'Europe entière, n'était pas possible pour des raisons politiques.

P. B. – *Mais les psychiatres ne pouvaient tout de même pas ignorer votre Histoire de la folie. Dans un premier temps, n'avez-vous expliqué, il y a eu, chez eux, un blocage politique. Et après? Vous ont-ils lu, ou bien ne vous ont-ils jamais pardonné ce livre?*

M. F. – Les réactions ont vraiment été très curieuses. Dans un premier temps, aucune réaction de la part des psychiatres. Puis Mai 68 arrive. Juste après, en 1969, certains psychiatres se sont réunis pour un congrès à Toulouse et, marxistes en tête, toutes trompettes dehors, ils ont déclaré que j'étais un idéologue, un idéologue bourgeois, etc. Ils ont littéralement constitué un tribunal de psychiatres condamnant ce livre. Mais, entre temps, il y avait eu Mai 68, et le profond courant « antipsychiatrique » de Laing et Cooper, dont on discutait beaucoup, avait fini par éclater au grand jour. En 1968, les jeunes générations de psychiatres ou ceux qui, d'une façon ou d'une autre, com-

mençaient à être familiarisés avec les idées de l'antipsychiatrie ont donc, eux aussi, dénoncé ouvertement certaines méthodes de la psychiatrie. Du coup, mon livre a été assimilé à un ouvrage d'« antipsychiatrie » et, aujourd'hui encore, il ne m'est pas pardonné, en tant que tel, ce qui est particulièrement désopilant. Je connais plusieurs psychiatres qui, parlant de ce livre devant moi, l'intitulent, par une espèce de lapsus à la fois flatteur et rigolo, « L'Éloge de la folie »! J'en connais qui le considèrent comme une apologie des valeurs positives de la folie contre le savoir psychiatrique... Or il n'est absolument pas question de cela dans *L'Histoire de la folie*, il suffit de la lire.

P. B. – *Après l'Histoire de la folie, vous publiez Naissance de la clinique, puis une étude critique, Raymond Roussel. Qu'est-ce qui vous a incité à faire paraître un livre sur cet étrange écrivain qu'était Raymond Roussel et que les surréalistes admiraient tant?*

M. F. – Ce fut, justement, un hasard absolu. Je voulais parler de José Corti. J'étais donc dans sa grande librairie et en regardant ses livres, je suis tombé sur *La Vue*, une œuvre signée de Raymond Roussel, quelqu'un dont littéralement – je dois l'avouer à ma honte – je n'avais jamais entendu parler. J'ai lu quelques lignes de *La Vue* et j'ai été ahuri de leur ressemblance extraordinaire avec des textes de Robbe-Grillet qui venaient de paraître : *La Jalousie* et *Le Voyeur*. J'ai alors demandé à José Corti qui était l'auteur de *La Vue*, et avec sa merveilleuse générosité, il a bien voulu ne pas rire de mon ignorance. Du coup, j'ai lu *La Vue*, puis toutes les œuvres de Raymond Roussel. Et en lisant *Comment j'ai écrit certains de mes livres*, j'ai découvert que Roussel avait été soigné par Janet, si bien que je retombais en plein dans le problème de la folie. Mais ce croisement était totalement dû au hasard : en commençant à lire les œuvres de Raymond Roussel, j'étais à cent lieues d'imaginer qu'il avait été considéré comme malade mental.

P. B. – *En 1966, vous faites paraître un*

livre devenu depuis lors célèbre, *Les Mots et les choses*. *Cet ouvrage difficile...*

M. F. — ... Oui, et permettez-moi de faire tout de suite une remarque : c'est le livre le plus difficile, le plus emmerdant que j'aie écrit et il était authentiquement destiné à 2 000 universitaires s'intéressant à un certain nombre de problèmes concernant l'histoire des idées. Pourquoi a-t-il eu tant de succès? Mystère. Mon éditeur comme moi, nous nous sommes d'ailleurs beaucoup interrogés, puisqu'il a été fait trois tirages successifs des *Mots et les choses* avant qu'un seul article de presse leur soit consacré...

P. B. — *Justement, le succès de ce livre difficile n'a-t-il pas entraîné des contresens de lecture? Prenons, par exemple, Le Petit Larousse, qui est vendu chaque année par centaines de milliers d'exemplaires. Voilà ce qu'on y lit : « Michel Foucault : ... Auteur d'une philosophie de l'histoire fondée sur la discontinuité. » Or vous n'êtes pas du tout d'accord avec ce résumé. Pourquoi?*

M. F. — Cette idée de la « discontinuité » à propos des *Mots et les choses* est, en effet, devenue la vulgate. Peut-être en suis-je responsable? Il n'empêche que ce livre dit exactement le contraire... Je m'excuse d'être dogmatique, mais enfin : il suffit de connaître un peu les domaines dont je me suis occupé dans cet ouvrage — c'est-à-dire l'histoire de la biologie, l'histoire de l'économie politique ou l'histoire de la grammaire générale — pour voir tout de suite, au premier regard, des sortes de failles ou de grandes ruptures qui font, par exemple, qu'un livre de médecine datant de 1750 est, pour nous, un objet folklorique désopilant, auquel nous ne comprenons pratiquement rien; en revanche, soixante-dix ans après, vers 1820, il paraît des livres de médecine qui, même s'ils comportent pour nous plein de choses erronées, insuffisantes ou approximatives, font cependant partie du même type de savoir que le nôtre. Dans *Les Mots et les choses*, je pars donc de ce constat évident de la discontinuité, et j'essaie de m'interroger : est-ce que cette discontinuité est bien une discontinuité?

Ou, plus exactement, quelle a été la transformation nécessaire pour qu'on passe d'un type de savoir à un autre type de savoir? Pour moi, ce n'est pas du tout une manière d'affirmer la discontinuité dans l'Histoire; c'est, au contraire, une manière de poser la discontinuité comme un problème, et surtout comme un problème à résoudre. Ma démarche est donc tout le contraire d'une « philosophie de la discontinuité ». Mais, comme ce livre est en effet difficile et que ce qui saute aux yeux, c'est l'indication fortement soulignée — et, si vous voulez, parfois exagérée — à des fins pédagogiques ou de démonstration — de ces discontinuités vues en surface, bien des lecteurs en sont restés là. Sans voir précisément que tout le travail du livre consistait à partir de cette discontinuité apparente — sur laquelle les historiens s'occupant de biologie, de médecine ou de grammaire sont, je crois, d'accord — pour essayer, en quelque sorte, de la dissoudre.

P. B. — *Après Les Mots et les choses (que vous avez complétés avec L'Archéologie du savoir), vous publiez, en 1975, Surveiller et punir. Autant Les Mots et les choses est un ouvrage difficile, autant Surveiller et punir veut s'adresser à un public beaucoup plus large.*

M. F. — Pour *Surveiller et punir*, mon idée était d'essayer d'écrire un livre en liaison directe avec une activité concrète à propos des prisons. A l'époque, il s'était développé tout un mouvement de contestation du système carcéral remettant en question les pratiques d'enfermement des délinquants. Je me suis trouvé lié à ce mouvement en travaillant, par exemple, avec d'anciens prisonniers, et c'est pourquoi j'ai voulu écrire un livre historique sur la prison. J'ai voulu, non pas raconter, ni même analyser la situation actuelle, car il aurait fallu pour cela une expérience autrement plus longue que la mienne et un rapport avec l'institution pénitentiaire autrement plus profond que le mien, mais faire un livre d'histoire dont les éléments pourraient permettre de comprendre la situation présente et, éventuellement, d'y réagir. Si vous voulez, j'ai essayé d'écrire un

« traité d'intelligibilité » de la situation pénitentiaire, j'ai voulu la rendre intelligible et, donc, critiquable.

P. B. — *Rendre intelligible la situation pénitentiaire, c'est aussi vouloir s'adresser, disons, au grand public?*

M. F. — Oui, c'était effectivement très important. *Surveiller et punir* ne présente, je crois et je l'espère, aucune difficulté de lecture. Même si j'ai essayé de ne rien sacrifier en ce qui concerne l'exactitude ou la méticulosité historique. Je sais en tous les cas que beaucoup de gens qui ne sont pas des universitaires au sens strict du terme, ou qui ne sont pas des intellectuels au sens parisien du terme, ont lu ce livre. Je sais que des personnes s'occupant des détenus, avocats, éducateurs, visiteurs de prisons, sans oublier des prisonniers aussi l'ont lu; et c'était exactement à ces gens-là que je m'adressais d'abord. Car ce qui m'intéressait vraiment, avec *Surveiller et punir*, c'était de ne pas être lu que par des étudiants, des philosophes ou des historiens. Qu'un avocat puisse lire *Surveiller et punir* comme un traité d'histoire de la procédure pénale, moi, cela me plaît. Ou, si vous voulez un autre exemple : je suis content que les historiens n'aient pas trouvé une inexactitude majeure dans *Surveiller et punir*, et qu'en même temps des prisonniers dans leur cellule aient pu lire le livre. Permettre ces deux types de lecture est quelque chose d'important, même si tenir les deux ensemble n'est pas facile pour moi.

P. B. — *Venons-en enfin à votre dernier livre paru, La Volonté de savoir, qui est le premier tome d'un énorme projet : une « histoire de la sexualité ». Comment cette recherche sur la sexualité se rattache-t-elle à vos précédents ouvrages?*

M. F. — Dans les études que j'avais faites sur la folie ou la prison, il m'avait semblé que la question au centre de tout, c'était : qu'est-ce que le pouvoir? Et plus précisément : comment s'exerce-t-il, comment cela se passe-t-il lorsque quelqu'un exerce un pouvoir sur l'autre? Il m'a semblé alors que la sexualité, dans la mesure où elle est, dans toute société et dans la nôtre en particulier, fortement

réglementée, était un bon domaine pour tester en quoi consistaient les mécanismes de pouvoir. D'autant plus que les analyses qui avaient cours pendant la décennie 1960-1970 définissaient le pouvoir par l'interdit : le pouvoir, disait-on, serait ce qui interdit, ce qui empêche de faire quelque chose. Moi, il m'a semblé que le pouvoir était quelque chose de beaucoup plus complexe.

P. B. — *Pour analyser le pouvoir, il ne faut pas a priori le lier à la répression...*

M. F. — ... Exactement...

P. B. — *C'est pourquoi, dans Surveiller et punir, vous montrez avec l'exemple des prisons qu'il était plus utile pour le pouvoir, à un moment donné, de surveiller que de punir. Dans La Volonté de savoir, avec l'exemple de la sexualité, vous voulez donc montrer qu'il était plus utile pour le pouvoir de faire avouer le sexe que de l'interdire?*

M. F. — On dit souvent que la sexualité est quelque chose dont on n'ose pas parler dans nos sociétés. S'il est vrai qu'on n'ose pas dire un certain nombre de choses, j'ai tout de même été frappé par ceci : quand on songe que, depuis le XII^e siècle, tous les catholiques occidentaux sont obligés d'avouer leur sexualité, leurs péchés contre la chair et toutes les fautes dans ce domaine commises en action ou en pensée, on ne peut pas dire que le discours sur la sexualité soit purement et simplement interdit ou réprimé. Le discours sur la sexualité est organisé d'une certaine façon, en fonction d'un certain nombre de codes, et je dirais même qu'il y a eu en Occident une très forte incitation à parler de la sexualité. Or j'ai été surpris de constater que cette thèse quasi évidente a été très mal reçue. Je pense qu'encore une fois nous sommes en présence d'un phénomène de valorisation exclusive d'un thème : il faut que le pouvoir soit répressif; puisque le pouvoir est mauvais, il ne peut être que négatif, etc. Dans ces conditions, dire sa sexualité serait forcément une libération. Moi, il m'a semblé que c'était tout de même beaucoup plus compliqué que cela.

P. B. — *Dans un entretien que vous avez*

eu avec Gilles Deleuze en 1972, vous disiez ceci : « C'est le grand inconnu actuellement : qui exerce le pouvoir ? et où l'exerce-t-il ? Actuellement, on sait à peu près qui exploite, où va le profit, entre les mains de qui il passe et où il se réinvestit. Tandis que le pouvoir... On sait bien que ce ne sont pas les gouvernants qui détiennent le pouvoir. Mais la notion de "classe dirigeante" n'est ni très claire ni très élaborée. » Pourriez-vous m'expliquer plus en détail cette analyse du pouvoir ?

M. F. — Je serais bien hardi si je vous disais que j'ai à ce sujet des idées plus claires qu'à l'époque. Maintenant encore, je pense donc que la manière dont le pouvoir s'exerce et fonctionne dans une société comme la nôtre est finalement assez mal connue. Certes, il existe des études sociologiques nous montrant qui sont actuellement les patrons de l'industrie, comment se forme et d'où vient le personnel politique; il existe aussi des études plus globales, en général inspirées du marxisme, concernant la domination de la classe bourgeoise dans nos sociétés. Mais, sous cette espèce d'enveloppe générale, les choses me semblent beaucoup plus complexes. Dans les sociétés occidentales industrialisées, les questions : qui exerce le pouvoir ? comment ? sur qui ? sont certainement les questions actuellement vécues avec le plus d'intensité. Le problème de la misère et de la pauvreté qui avait hanté le XIX^e siècle n'est plus, pour nos sociétés occidentales, primordial. En revanche : qui prend les décisions à ma place ? qui m'empêche de faire telle chose et me dit de faire telle autre ? qui programme mes gestes et mon emploi du temps ? qui me force à habiter à tel endroit alors que je travaille à tel autre ? comment se prennent ces décisions sur lesquelles ma vie est complètement articulée ? Toutes ces questions me paraissent aujourd'hui fondamentales. Et je ne crois pas que cette question du « qui exerce le pouvoir ? » puisse se résoudre sans que soit résolue en même temps celle du « comment ça se passe ? ». Bien entendu, s'il s'agit de désigner les responsables, on sait qu'il faut s'adresser,

disons, aux députés, aux ministres, aux directeurs de cabinet, ou qui sais-je encore. Mais ce n'est pas le point important. Car on sait bien que même si l'on arrive à désigner exactement tous ces gens-là, ceux qui ont pris les décisions, les « décisions-makers », comme disent les Anglais, on ne saura pas réellement pourquoi et comment la décision a été prise, comment il se fait qu'elle ait été acceptée par tout le monde, et comment il se fait qu'elle blesse telle catégorie de personnes, etc.

P. B. — *On ne peut donc pas étudier le pouvoir sans étudier ce que vous appelez les « stratégies du pouvoir »...*

M. F. — Oui, les stratégies, les réseaux, les mécanismes, toute cette technique qui fait qu'une décision est acceptée et que cette décision ne pouvait pas ne pas être prise comme elle l'a été.

P. B. — *Toutes vos analyses tendent à montrer qu'il y a du pouvoir partout, jusque dans les fibres de notre corps, par exemple dans la sexualité. On a pu reprocher au marxisme de tout analyser sous l'angle de l'économie et même de tout réduire, en dernière instance, à un problème économique. Est-ce qu'on ne peut pas vous reprocher, à vous, de voir du pouvoir partout et, en dernière instance, de tout réduire au pouvoir ?*

M. F. — C'est une question importante. Le pouvoir, pour moi, c'est ce qu'il faut résoudre. Prenons un exemple, celui de la prison. Je veux étudier la manière dont on s'est mis — et tardivement dans l'Histoire — à utiliser l'emprisonnement comme méthode punitive plutôt que le bannissement ou les supplices. Voilà le problème. Il y a eu d'excellents historiens et sociologues allemands de l'école de Francfort qui, après l'avoir étudié, ont tiré la conclusion suivante : dans une société bourgeoise, capitaliste et industrielle, le travail étant la valeur essentielle, on a considéré que les gens qui étaient condamnés ne pouvaient pas être condamnés à une peine plus utile que d'être obligés de travailler. Et comment les faire travailler ? En les enfermant dans une prison et en les forçant à travailler tant d'heures par jour. Telle est, en la résu-

mant, l'explication du problème donnée par ces historiens et sociologues allemands. C'est une explication de type économiste. Or, moi, le raisonnement ne me satisfait pas totalement, pour l'excellente raison... qu'on n'a jamais travaillé dans les prisons! La rentabilité du travail dans les prisons a toujours été nulle, c'était du travail pour rien. Mais regardons-y de plus près. En réalité, lorsqu'on examine comment, vers la fin du XVIII^e siècle, il a été décidé de choisir la prison comme le mode de punition essentiel, on s'aperçoit que ce fut après toute une longue élaboration de techniques diverses permettant de localiser les gens, de les fixer à des endroits précis, de les contraindre à un certain nombre de gestes et d'habitudes. En un mot et littéralement : de les « dresser ». C'est ainsi qu'on voit apparaître des casernes qui n'existaient pas avant la fin du XVII^e siècle; c'est ainsi qu'on voit apparaître des grands collèges-internats de type jésuite qui n'existaient pas encore au XVI^e siècle; c'est ainsi qu'au cours du XVIII^e siècle on voit apparaître des grands ateliers avec des centaines d'ouvriers. Il s'est donc développé toute une technique du dressage humain par la localisation, l'enfermement, la surveillance, le contrôle perpétuel du comportement et des tâches, bref, toute une technique de « management » dont la prison n'a été que la manifestation ou la transposition dans le domaine pénal. Or, toutes ces techniques nouvelles qui ont été utilisées pour dresser les individus, à quoi répondent-elles? Je le dis très clairement dans *Surveiller et punir* : quand il s'agit des ateliers, ces nouvelles techniques répondent bien entendu à des nécessités économiques de production; quand il s'agit de la caserne, elles sont liées à des problèmes à la fois pratiques et politiques, au développement d'une armée de métier ayant des tâches assez difficiles à accomplir (savoir tirer au canon, par exemple); et quand il s'agit des écoles, à des problèmes de caractère politique et économique. Tout cela, je le dis dans mon livre. Mais ce que j'essaie aussi de faire apparaître, c'est qu'il y a eu, dès le XVIII^e siècle, une

réflexion spécifique sur la manière dont on peut étendre, généraliser et perfectionner ces procédures de pouvoir et de dressage des individus. Autrement dit, je montre sans cesse l'origine économique ou politique de ces méthodes; mais, tout en ne mettant pas le pouvoir partout, je pense également qu'il y a une spécificité de ces nouvelles techniques de dressage, je crois que les procédures utilisées, jusque dans la manière de conditionner le comportement des individus, ont une logique, obéissent à un type de rationalité et s'appuient les unes sur les autres pour former une sorte de couche spécifique.

P. B. — *A partir d'un moment, les « techniques spécifiques de pouvoir », ainsi que vous les appelez, auraient donc fonctionné pour elles-mêmes, sans aucune justification économique?*

M. F. — Il n'y avait aucune raison économique véritablement « rationnelle » pour forcer les condamnés à travailler dans les prisons. Économiquement, cela ne servait à rien et pourtant on l'a fait. Il y a comme cela toute une série de méthodes d'exercice du pouvoir qui, sans avoir aucune justification économique, ont pourtant été transposées dans l'institution judiciaire.

P. B. — *L'une de vos thèses, c'est que les stratégies du pouvoir iraient jusqu'à engendrer du savoir. Contrairement à l'idée reçue, il n'y aurait pas incompatibilité entre pouvoir et savoir?*

M. F. — Les philosophes ou même, plus généralement, les intellectuels se justifient et marquent leur identité en essayant d'établir une ligne presque infranchissable entre le domaine du savoir, qui serait celui de la vérité et de la liberté, et le domaine de l'exercice du pouvoir. Ce qui m'a frappé en observant les sciences humaines, c'est que le développement de tous ces savoirs ne peut absolument pas être dissocié de l'exercice du pouvoir. Bien sûr, vous trouverez toujours des théories psychologiques ou sociologiques indépendantes du pouvoir. Mais, d'une manière générale, le fait que les sociétés puissent devenir l'objet d'observation scientifique, que le comportement des hommes soit devenu, à partir

d'un certain moment, un problème à analyser et à résoudre, tout cela est lié, je crois, à des mécanismes de pouvoir. Qui, à un moment donné, justement, ont découpé cet objet – la société, l'homme, etc. – et l'ont présenté comme un problème à résoudre. De sorte que la naissance des sciences humaines va de pair avec l'instauration de nouveaux mécanismes de pouvoir.

P. B. – *Votre analyse des rapports entre savoir et pouvoir s'effectue à partir de l'exemple des sciences humaines. Elle ne concerne pas les sciences exactes?*

M. F. – Ah non, pas du tout! Je n'ai pas cette prétention. Et puis, vous savez, moi, je suis un empiriste: je n'essaie pas d'avancer des choses sans voir si elles sont applicables. Cela dit, pour répondre à votre question, je dirais ceci: on a souvent souligné que le développement de la chimie, par exemple, ne pouvait pas se comprendre sans le développement des besoins industriels. C'est vrai et c'est démontré. Mais ce qui me semblerait surtout intéressant à analyser, c'est comment la science, en Europe, s'est institutionnalisée comme un pouvoir. Il ne suffit pas de dire que la science est un ensemble de procédures par lesquelles on peut falsifier des propositions, démontrer des erreurs, démystifier des mythes, etc. La science exerce aussi un pouvoir: elle est, littéralement, un pouvoir qui vous contraint à dire un certain nombre de choses, sauf à être disqualifié non seulement comme vous étant trompé, mais, en plus, comme étant un charlatan. La science s'est institutionnalisée comme pouvoir à travers un système universitaire et à travers tout un appareillage de laboratoire et d'expérimentation proprement contraignant.

P. B. – *La science produit des « vérités » auxquelles nous nous soumettons?*

M. F. – Bien sûr. Du reste, la vérité est sans doute une forme de pouvoir. Et par là même, je ne fais que reprendre l'un des problèmes fondamentaux de la philosophie occidentale lorsqu'elle pose ces questions: au fond, pourquoi sommes-nous attachés à la vérité? pourquoi plutôt la vérité que le mensonge? pourquoi

plutôt la vérité que le mythe? pourquoi plutôt la vérité que l'illusion? Et je pense que, au lieu de chercher à savoir ce qu'est la vérité en l'opposant à l'erreur, il serait peut-être intéressant de reprendre le problème posé par Nietzsche: comment se fait-il que, dans nos sociétés, on ait accordé à « la vérité » ce prix et cette valeur, la rendant pour nous absolument contraignante?

P. B. – *Vous faites une distinction entre l'« intellectuel universel » d'antan, parlant et s'exprimant à propos de tout et de rien, et un nouveau type d'intellectuel: l'« intellectuel spécifique ». Pourriez-vous revenir sur cette distinction?*

M. F. – Un des traits sociologiques essentiels de l'évolution récente de nos sociétés, c'est le développement de tout ce qu'on peut appeler à la fois la technologie, les cols blancs, le tertiaire, etc. A l'intérieur de ces différentes formes d'activités, je crois qu'il est tout à fait possible, d'une part, d'en connaître et d'en pratiquer les rouages, c'est-à-dire d'exercer son métier de psychiatre, d'avocat, d'ingénieur ou de technicien, et, d'autre part, de faire dans ce domaine-là, dans un domaine « spécifique » donc, un travail qu'on peut dire d'intellectuel, un travail essentiellement critique. Quand je dis « critique », je n'entends pas un travail de démolition, de rejet ou de refus, mais un travail d'examen qui consiste à suspendre autant que possible le système de valeurs auquel on se réfère pour essayer de le tester et de le jauger. Autrement dit: qu'est-ce que je suis en train de faire au moment où je le fais? Actuellement, et cela devient de plus en plus sensible depuis ces quinze dernières années, des psychiatres, des médecins, des avocats, des juges font sur leur propre métier un travail d'examen critique et de mise en doute qui est un élément essentiel de la vie intellectuelle. Et je pense qu'un intellectuel disons de métier – un professeur ou quelqu'un qui écrit des livres – trouvera plus facilement son champ d'activité et rencontrera plus facilement la réalité qu'il cherche dans l'un de ces domaines dont je viens de parler.

P. B. – *Vous vous considérez comme un « intellectuel spécifique » ?*

M. F. – Oui, je travaille dans un champ précis et déterminé, et je ne fais pas une théorie du monde. Même si effectivement, comme chaque fois que l'on travaille dans un domaine particulier, on ne peut le faire qu'en ayant ou en débouchant sur une perspective. (...)

P. B. – *Invité par Bernard Pivot à l'émission « Apostrophes » à l'occasion de la sortie de La Volonté de savoir, vous avez en quelque sorte cédé votre temps de parole pour attirer l'attention des téléspectateurs sur le cas du Dr Stern, alors emprisonné par les autorités soviétiques.*

M. F. – Sur cette question des médias, je ne voudrais pas qu'il y ait d'ambiguïté. Je considère comme tout à fait normal que quelqu'un n'ayant pas beaucoup de possibilités d'être entendu ou d'être lu passe dans les médias. Que des écrivains même connus participent à des émissions, parfois excellentes d'ailleurs, et disent dans ce cadre autre chose que ce qu'ils pourraient dire normalement, parce qu'il est vrai que le rapport à la télévision, à l'écran, à l'interrogateur ou au téléspectateur leur fait sortir des choses qu'autrement ils n'auraient pas dites, je le comprends très bien. Mais, pour ma part, je crois avoir eu suffisamment la possibilité de m'exprimer et avoir eu suffisamment la possibilité d'être à peu près entendu pour ne pas encombrer les médias avec la présentation de mes propres livres. Si je veux dire quelque chose à la télévision, je ferai ou je proposerai un film pour la télévision. Mais venir parler de mon livre, pour quelqu'un comme moi qui n'est pas frustré quant à ses possibilités d'expression, cela me paraît indécent. De sorte que, lorsque j'interviens à la télévision, ce n'est pas

pour un substitut ou un doublage de mes propres expressions, mais pour quelque chose qui peut être utile et n'est pas connu des téléspectateurs. Et en cela, je le répète, je ne critique ni les émissions parlant de livres ni les gens qui y viennent. S'ils sont jeunes, par exemple, qu'ils veulent se battre pour leur livre et être entendus, je les comprends très bien : je l'aurais sans doute fait autrefois. Mais moi, maintenant, je préfère leur céder la place.

P. B. – *Quelles réflexions vous inspirent votre succès et, plus généralement, l'engouement, depuis les années 60, pour les sciences humaines et les essais philosophiques ?*

M. F. – En ce qui concerne mon succès, il faut tout de même prendre les choses dans leur exacte proportion. Reste qu'il y a eu ce phénomène de débordement de l'auditoire au-delà de l'amphithéâtre. C'est un phénomène qui a commencé avant moi avec Lévi-Strauss et son livre *Tristes Tropiques* : brusquement, l'ethnologue ne s'adressait plus à 200 personnes, ni même à 2 000, mais à 20 000, voire à 200 000 personnes. Ce phénomène-là, dont j'ai fait partie comme Lévi-Strauss ou Barthes, est en effet troublant. Il est absolument certain que nous avons été cueillis à froid, pris de court, ne sachant pas très bien comment s'adresser à ce public et quoi faire avec lui. Et c'est d'ailleurs pourquoi nous n'avons peut-être pas su nous servir des médias précisément. Entre nous et ce public qui existait et nous lisait, le rapport n'a jamais été clairement établi. Tout se passe comme si on demandait moins aux livres ce supplément imaginaire qu'on leur réclamait autrefois : on leur demande plutôt une sorte de recul réflexif.